Communauté de Communes de Vezouze en Piémont

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU LUNDI 9 DÉCEMBRE 2024

Le Conseil Communautaire de la **COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE VEZOUZE EN PIÉMONT**, légalement convoqué le 2 décembre 2024, s'est réuni à Avricourt-54 (salle polyvalente), sous la présidence de M. Philippe ARNOULD, Président.

Titulaires : Monsieur Jean-Marie ARMBRUSTER, Madame Lucie KIPPEURT, Monsieur Philippe COLIN, Monsieur Michel CAYET, Monsieur Denis LAMBOTTE, Monsieur Bernard MULLER, Monsieur Eric TAVERNE, Monsieur Gérard COUSTEUR, Monsieur Thierry MEURANT, Monsieur Michel CESAR, Madame Véronique SAUFFROY, Madame Mireille MOUGIN, Monsieur Jean-Louis KIPPEURT, Monsieur Claude BOUFFIER, Monsieur Jean-Paul LARGENTIER, Monsieur Jean-Noël JOLE, Monsieur Dominique FOINANT, Monsieur Damien JACQUOT, Monsieur Stève JOUQUELET, Monsieur Michel MARCEL, Monsieur Frédéric MAILLIOT, Monsieur Philippe ARNOULD, Monsieur Joël MATHIEU, Monsieur Michael THUOT, Monsieur Gilbert BREGEARD, Monsieur Régis CHOMEL DE JARNIEU, Madame Maud DORE, Madame Catherine ROCH, Madame Agnès RENCK, Madame Evelyne FORINI, Monsieur Gérard PATOUX, Monsieur Jean-Claude BAZIN, Monsieur Jean-Christophe ARNOULD, Madame Nicole MILBACH, Monsieur Lionel JACQUES, Madame Marie-Hélène HUMBERT, Monsieur Etienne L'HOTE, Monsieur Jean-François GUSTAW, Monsieur Jean-Jacques BLAISE, Monsieur Laurent NITTING, Monsieur Gérard DOYEN, Monsieur Fabrice POIRETTE, Monsieur François PHILIPPE, Monsieur Henry BRETON, Madame Evelyne VERDENAL.

Suppléants en situation délibérante : Monsieur Hugues CARRE, Monsieur Jean-Marie WAGNER, Monsieur Nicolas BRETON.

Pouvoirs :

Madame Yolande BOULENGER a donné pouvoir à Monsieur François PHILIPPE
Monsieur Yves GRELOT a donné pouvoir à Monsieur Lionel JACQUES
Madame Adeline CAPONE a donné pouvoir à Monsieur Bernard MULLER
Madame Michèle PARMENTIER a donné pouvoir à Monsieur Jean-Claude BAZIN
Madame Marie-Thérèse GERARD a donné pouvoir à Madame Mireille MOUGIN
Monsieur Thierry CULMET a donné pouvoir à Monsieur Jean-Jacques BLAISE
Madame Isabelle MONZAIN a donné pouvoir à Monsieur Jean-Christophe ARNOULD
Monsieur Jean-Luc BESNARD a donné pouvoir à Monsieur Jean-Noël JOLE

Excusés : Madame Yolande BOULENGER, Monsieur Yves GRELOT, Madame Adeline CAPONE, Monsieur Christian GALLOIS, Madame Sabine MARTIN, Madame Bernadette ROBARDET, Madame Michèle PARMENTIER, Monsieur Pierre MONZEIN, Monsieur André THIEBO, Monsieur Denis BOULANGER, Madame Marie-Thérèse GERARD, Monsieur Thierry CULMET, Monsieur Frédéric MARCHAL, Monsieur Pascal PLUMET, Madame Isabelle MONZAIN, Monsieur Jean-Luc BESNARD.

NOMBRE DE CONSEILLERS		
EN EXERCICE :	PRÉSENTS :	VOTANTS :
71	48	56

1. DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène HUMBERT est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.

2. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL DU 10 OCTOBRE 2024

Le procès-verbal du conseil du 10 octobre 2024 est approuvé à l'unanimité.

3. MODIFICATION STATUTAIRE

Contexte général :

La compétence "petite enfance" concerne l'organisation, la gestion et le financement des structures d'accueil destinées aux enfants de 0 à 3 ans, comme les crèches, les haltes-garderies ou encore les relais d'assistants

Communauté de Communes de Vezouze en Piémont

maternels. Cette compétence peut être exercée par les communes ou, dans certains cas, par les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), notamment les communautés de communes, communautés d'agglomération, et communautés urbaines.

Évolution législative récente :

La loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République), promulguée le 7 août 2015, a réformé en profondeur la répartition des compétences entre les collectivités territoriales (régions, départements, communes) et les EPCI. Elle a prévu un certain nombre de transferts obligatoires de compétences des communes vers les intercommunalités. Toutefois, la compétence relative à la petite enfance n'était pas initialement concernée par ces transferts obligatoires.

Cependant, une série d'évolutions législatives plus récentes a mis en lumière la nécessité, pour les intercommunalités, de clarifier les contours de leur intervention dans le domaine de la petite enfance. En l'absence de prise de décision explicite avant la fin de l'année 2024, cette compétence reviendrait de plein droit aux communes.

Les textes clés :

Loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019 :

Cette loi visait à redonner plus de marges de manœuvre aux communes dans la gestion des compétences transférées aux intercommunalités, tout en renforçant la démocratie locale. Elle permet aux intercommunalités de délibérer sur certaines compétences dites "facultatives", comme celle de la petite enfance, afin de déterminer si elles souhaitent ou non l'exercer.

Cadre fixé par la loi "3DS" (Différenciation, Décentralisation, Déconcentration et Simplification) de février 2022 :

La loi 3DS, adoptée pour renforcer la différenciation territoriale et simplifier les relations entre l'État et les collectivités, a précisé les conditions de transfert ou de restitution de certaines compétences entre les communes et les EPCI. **Elle impose que les intercommunalités délibèrent explicitement sur la compétence petite enfance avant la fin de l'année 2024. À défaut, cette compétence sera automatiquement rendue aux communes.**

Obligations et échéances pour les intercommunalités :

Délibération obligatoire avant fin 2024 :

Avant le 31 décembre 2024, chaque intercommunalité doit adopter une délibération précisant si elle entend continuer à exercer la compétence petite enfance, en tout ou partie, ou si elle souhaite la restituer aux communes membres. Sans cette délibération, la compétence reviendra automatiquement aux communes.

Définition des contours de la compétence :

Les intercommunalités qui souhaitent conserver cette compétence doivent en définir les contours. Cela signifie qu'elles doivent préciser les actions et les missions qu'elles entendent porter, telles que la gestion des crèches, l'organisation des relais d'assistants maternels, le soutien aux structures d'accueil collectives, ou encore la coordination des politiques locales de petite enfance.

Conséquences de l'absence de délibération :

Si une intercommunalité n'adopte pas de délibération avant la date limite, la compétence petite enfance sera automatiquement restituée aux communes membres. Cela entraînera un retour à la gestion communale des services de petite enfance, avec toutes les implications organisationnelles, financières et administratives que cela implique.

Ces évolutions législatives imposent donc pour le conseil communautaire, non seulement de se prononcer sur le maintien de la compétence petite enfance au niveau communal, mais aussi sur une réécriture de cette compétence dans les statuts de la CCVP.

Il semble pertinent de profiter de cette modification des statuts de la communauté de communes pour procéder à une réécriture complète de ces derniers. En effet, les statuts actuellement en vigueur sont ceux issus de l'arrêté préfectoral actant la fusion au 1^{er} janvier 2017, auxquels s'appliquent les différentes modifications ponctuelles apportées depuis par le conseil (prise ou restitution de compétences : périscolaire, mobilité, voies cyclables... ; définition de l'intérêt communautaire...).

Communauté de Communes de Vezouze en Piémont

C'est pourquoi une nouvelle rédaction simplifiée et épurée de ces statuts est proposée au conseil. Comme toute modification statutaire, la délibération du conseil devra être transmise pour avis à l'ensemble des communes membres de la CCVP qui devront se prononcer à la majorité qualifiée.

En réponse à une interrogation de Damien JACQUOT, il est précisé que les communes n'ont pas à délibérer avant la fin de l'année mais sous un délai de trois mois.

Après délibération, le conseil communautaire décide à l'unanimité :

- **De confirmer sa volonté de conserver l'exercice de la compétence petite enfance à l'échelon intercommunal.**
- **D'approuver les nouveaux statuts de la CCVP annexés à la présente délibération.**
- **D'autoriser le Président à procéder à l'ensemble des démarches nécessaires à la mise en œuvre de ces nouveaux statuts et notamment de solliciter l'avis de l'ensemble des conseils municipaux des communes membres de la CCVP.**

4. CRÉATION D'UN SERVICE MUTUALISÉ – SECRÉTAIRES DE MAIRIE

Une démarche de réflexion sur la mutualisation est entamée depuis 2 ans à la CCVP. Elle a conclu à la volonté de créer un service commun de secrétaires de mairies. Il s'agit d'une organisation mutualisée à l'échelle de la CCVP permettant à plusieurs communes de partager les compétences de secrétaires de mairie. Ce dispositif repose sur les principes suivants :

Mutualisation des ressources :

Le service commun regroupe les besoins en secrétariat de plusieurs communes, optimisant ainsi l'utilisation des ressources humaines et financières.

Flexibilité organisationnelle :

Les secrétaires de mairie travaillent à temps partagé entre les différentes communes selon un calendrier défini, en fonction des besoins spécifiques de chacune.

Professionalisation accrue :

La mutualisation permet d'attirer des professionnels qualifiés, en offrant des conditions de travail plus attractives (temps plein, diversité des missions, stabilité).

Renforcement de l'efficacité administrative :

Les secrétaires de mairie, en collaborant au sein d'un réseau commun, partagent leurs compétences et bénéficient d'un soutien mutuel, ce qui améliore la qualité du service rendu aux administrés.

Pour permettre cette mutualisation, il convient de mettre en place une convention pour déterminer les modalités précises du fonctionnement de ce service commun et les impacts pour le personnel.

Philippe ARNOULD comprend que ce sujet puisse poser beaucoup de questions mais un groupe de travail a travaillé sur le sujet. L'idée n'est pas de reprendre les secrétaires déjà en place ni même les futures si les communes les embauchent directement mais de laisser la possibilité d'embaucher de nouvelles secrétaires à la demande des maires. La mutualisation permet de connaître les besoins et d'affecter les secrétaires de mairie embauchées par elles. La grosse difficulté sera l'amorçage (par exemple secrétaire ayant 10h dans une commune et 5h dans une autre). Le but est bien à terme que la personne soit à temps plein et d'avoir suffisamment de secrétaires pour permettre des heures complémentaires en cas de maladie, de créer une équipe avec des spécialités (comme le font les agents France Services). La CCVP est fragile pour ce qui concerne la gestion des paies car 1 seule personne s'en charge. La mutualisation peut également jouer à ce niveau-là.

Michel MARCEL s'interroge si cette mutualisation peut fonctionner pour les syndicats ? C'est un point à vérifier. Un tel service ouvrirait aussi des possibilités de formation en interne sur les logiciels de compta/paie.

Dominique FOINANT trouve que c'est intéressant surtout quand une secrétaire de mairie est malade un certain temps. Il faudrait avoir quelqu'un sous le coude en permanence. Philippe ARNOULD précise que cela n'est possible que si on a un minimum de volume.

Communauté de Communes de Vezouze en Piémont

Après délibération, le conseil communautaire décide à l'unanimité :

- De créer un service commun de secrétaires de mairies à partir du 1^{er} janvier 2025.
- D'approuver le projet de convention annexé à la présente délibération.
- D'autoriser le Président à procéder à la signature de la convention et de tout document afférent à la création de ce service commun « secrétaires de mairies ».

5. SERVICES AUX POPULATIONS

5.1. Marché repas crèches

Les marchés de fourniture des repas aux deux multi-accueils arrivent à échéance le 12 janvier 2025. Une consultation pour un marché de 2 ans, reconductible 1 fois pour une durée d'1 an a été lancée. Le cahier des charges prévoit la fourniture des repas et de goûters pour tous les enfants du CMA (passée la phase de diversification alimentaire).

Un seul prestataire a répondu : API RESTAURATION

Les tarifs proposés sont les suivants :

	<i>Marché actuel - Alsacienne de restauration Prix unitaire HT (2024)</i>	Prix nouveau marché API Restauration Prix unitaire HT	Évolution
Repas bébé	3,86 €	4,58 €	+ 18,7 %
Repas moyens	3,97 €	4,70 €	+ 18,4 %
Repas grands	4,079 €	4,80 €	+ 17,67%
Goûters bébé	0,711 €	0,64 €	- 10,0 %
Goûters moyens	0,93 €	0,88 €	- 5,4 %
Goûters grands	0,93 €	1,18 €	+ 26,9 %

Sur la base de ces tarifs et du nombre de repas et goûters fournis en 2023, le coût de fourniture des repas pour les 2 CMA passe de 35 374 € TTC à 41 665 € TTC soit une augmentation de 6 291 € (17,8 % d'augmentation).

Philippe ARNOULD ajoute que quand on voit de tels taux d'augmentation, cela fait peur. C'est le même sujet que pour les cantines scolaires. Si tous les postes augmentent comme cela, on se demande où l'on va, même si ce n'est pas énorme en valeur absolue. L'Alsacienne de Restauration (prestataire actuel) souhaitait résilier le marché unilatéralement en début d'année. Une réflexion avait été menée sur un projet de cuisine centrale : cela n'avait pas fonctionné car pas assez de volume, ce sujet sera retravaillé à l'échelle du PETR.

Véronique SAUFFROY précise que tout le réseau ADMR est passé à API, qui est mieux que Elior. Michel MARCEL ajoute que Blâmont également, et Mignéville aussi.

Après délibération, le conseil communautaire décide à l'unanimité d'autoriser le Président à signer un marché de 2 ans renouvelable 1 fois pour une durée d'un an avec la société API RESTAURATION dans la limite d'un montant total sur 3 ans de 140 000 € TTC.

5.2. Seniors en vacances 2025

L'opération « seniors en vacances » a concerné 156 participants en 2024 qui sont ainsi partis à Sainte-Sauves-d'Auvergne (63), en 2 groupes (sur 2 semaines successives).

Il est proposé de reconduire cette opération cofinancée par l'ANCV (Agence Nationale des Chèques Vacances) en choisissant pour 2025 le secteur de Port-Barcarès (66).

Afin de limiter les risques financiers pour la CCVP et d'éviter un déficit important dans l'hypothèse d'un nombre de participants inférieur aux prévisions (environ 8000 € en 2024 du fait d'un nombre de chambres disponibles insuffisant et de nombreuses annulations tardives pour raisons médicales), il est proposé de prévoir une fourchette

Communauté de Communes de Vezouze en Piémont

pour le prix proposé, qui sera ajustée lors du 3^{ème} et dernier versement d'acompte en fonction du nombre réel de participants.

Après délibération, le conseil communautaire décide à l'unanimité :

- *De reconduire l'opération Seniors en Vacances pour l'année 2025, dans la limite d'un coût total de l'action de 140 000 € TTC.*
- *D'autoriser le président à signer les marchés et contrats nécessaires avec les différents prestataires (centre de vacances, transporteur, restaurateurs, assurances...) dans la limite de ce montant global.*
- *De fixer les tarifs pour les participants à une fourchette comprise entre 592 et 642 € par personne non-imposable, et entre 804 et 854 € par personne imposable (supplément chambre individuelle de 90 €, supplément de 20 € pour les personnes ne résidant pas sur le territoire de la CCVP). Le prix définitif sera fixé au moment de la mise en recouvrement du 3^{ème} acompte en fonction du nombre réel d'inscriptions constaté.*
- *D'autoriser le Président à signer la convention correspondante avec l'ANCV.*

5.3. Contrat Local de Santé (CLS)

Un premier Contrat Local de Santé (CLS) avait été mis en place en 2019 pour une durée de 3 ans, entre le Pays du Lunévillois et l'ARS (Agence Régionale de Santé) Grand Est.

Les partenaires signataires étaient les suivants : l'ARS, le PETR du Pays du Lunévillois, la Communauté de communes du Territoire de Lunéville à Baccarat, la Communauté de communes du territoire Meurthe, Mortagne, Moselle, la Communauté de communes de Vezouze en Piémont, la Communauté de communes du Pays du Sânon, la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, la Région Grand Est, le Département de Meurthe-et-Moselle, la CPAM de Meurthe-et-Moselle, la Mutualité Sociale Agricole et France Asso Santé.

Arrivé à échéance fin 2021, il a été prolongé de 2 ans compte-tenu du contexte de crise sanitaire.

Afin de poursuivre la dynamique dans laquelle le PETR du Pays du Lunévillois est engagé depuis plus de cinq ans, le Pays et l'ARS Grand-Est ont souhaité signer un CLS 2^{ème} génération.

Le socle du Contrat Local de santé s'inscrit autour de quatre axes stratégiques :

Axe stratégique 1 : ENJEUX COMMUNS

- Objectif 1 : Améliorer la connaissance de l'offre en santé existant sur le territoire
- Objectif 2 : Favoriser l'adéquation entre les besoins actuels et futurs d'accompagnement et les compétences humaines formées du territoire
- Objectif 3 : Coordonner, animer et évaluer le CLS

Axe stratégique 2 : OFFRE ET ACCÈS AUX SOINS

- Objectif 4 : Améliorer l'accès aux services de santé

Axe stratégique 3 : PRÉVENTION, PROMOTION ET ÉDUCATION À LA SANTE

- Objectif 5 : Renforcer la prévention et l'accompagnement à destination des enfants et des parents
- Objectif 6 : Promouvoir une activité physique régulière
- Objectif 7 : Augmenter la participation au dépistage organisé des cancers
- Objectif 8 : Promouvoir des environnements favorables à la santé

Axe stratégique 4 : SANTÉ MENTALE

- Objectif 8 : Promouvoir des environnements favorables à la santé
- Objectif 9 : Sensibiliser le public aux questions de santé mentale

Philippe ARNOULD regrette que les réunions pour la révision de ce contrat de cette année ont plus concerné les spécialistes par rapport à la version de 2018. L'enjeu principal est l'accès au soin. Sur cet axe, sont prévus : téléconsultation, bus...

Véronique SAUFFROY précise que les partenaires qui travaillent tous sur un sujet déterminé se sont rencontrés, il en sort donc des actions concrètes. Par exemple, pour le dépistage du cancer, les professionnels vont partir des fichiers Ameli pour repérer les femmes qui ne se font pas suivre. Autre exemple : pour les étudiants en

Communauté de Communes de Vezouze en Piémont

difficulté pour se nourrir, qui n'ont pas droit aux restos du cœur, une épicerie solidaire va s'ouvrir sur Lunéville. C'est vraiment intéressant. Il y aura également un bus « prévention » porté par l'UDAF pour des consultations dans les villages, de la prévention par le sport... Il y a également des médecins qui sont engagés dans la démarche. C'est important qu'ils soient partenaires.

Philippe ARNOULD ajoute qu'il n'y avait pas assez de professionnels dans le 1^{er} CLS, dans celui-ci, beaucoup plus engagés donc c'est bien.

Après délibération, le conseil communautaire décide à l'unanimité :

- **D'approuver le Socle du Contrat Local de Santé, joint en annexe à la présente délibération,**
- **D'autoriser le président ou son représentant à signer le Contrat Local de Santé du Pays du Lunévillois dont les axes stratégiques sont présentés ci-dessus, ainsi que tout avenant et document nécessaire à la mise en œuvre du Contrat Local de Santé du Pays du Lunévillois**

6. VOIE VERTE – DÉBROUSSAILLAGE DE L'EMPRISE

Lors de sa séance du 30 janvier dernier, le conseil communautaire avait pris les décisions suivantes :

- Lancement de la mission de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la voie verte Blâmont/Cirey-sur-Vezouze ainsi que des études complémentaires (relevés topographiques, étude géotechnique, délimitations parcellaires, demande d'autorisation de défrichement).
- Sollicitation des subventions auprès de différents financeurs.
- Réponse à l'appel à projet du « Fonds mobilité active pour les aménagements cyclables ».

Par ailleurs, la signature des actes notariés rendant la CCVP propriétaire des parcelles concernées par le projet (hors domaine public) devrait intervenir le 20 décembre prochain.

En ce qui concerne le défrichement, la communauté de communes est encore en attente d'une réponse des services de l'État sur les démarches à effectuer. Néanmoins, afin de pouvoir mener ce défrichement dès ce point réglementaire levé (et de respecter la nécessité de réaliser ce défrichement avant fin février afin d'intervenir en période de repos végétatif et en dehors de la saison de reproduction de la faune), il serait souhaitable que le conseil autorise ces travaux dès à présent.

Philippe ARNOULD apporte une réserve. Tout le projet de financement reposait sur le plan vélo (50% des coûts). Donc aujourd'hui, avec le gel puis l'abandon de ce plan par l'État, c'est le brouillard complet. Il n'est pas question d'engager des dépenses pour le moment. Il manque également des informations sur les démarches réglementaires à faire.

Gérard COUSTEUR demande si à partir de Frémonville, on ne suit plus la voie ferrée ? Il est répondu que non, le tracé suivant alors un chemin rural.

Après délibération, le conseil communautaire décide à l'unanimité d'autoriser le président à confier à un prestataire la réalisation des travaux de défrichement de l'emprise de la future voie verte Blâmont/Cirey-sur-Vezouze dans la limite de 25 000 € HT.

7. ENVIRONNEMENT

7.1. Plan d'actions COT

Dans le cadre des Pactes territoriaux de relance et de transition écologique (PTRTE), le ministère de la Transition Écologique a proposé à quelques territoires retenus de réaliser un Contrat d'Objectifs Territorial avec L'ADEME. Le PETR du Pays du Lunévillois s'est engagé lors du comité de pôle du 12 octobre 2021 (délibération n°2021-058) dans l'élaboration d'un Contrat d'Objectif Territorial. Rare territoire dans la région Grand Est à construire un Contrat d'Objectifs Territorial à cette échelle, le PETR a signé au 1^{er} septembre 2022 un partenariat avec l'ADEME et la région Grand Est pour le lancement de cette démarche volontaire avec les 4 EPCI qui le composent :

- Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle
- Communauté de Communes du Pays du Sânon
- Communauté de Communes de Vezouze en Piémont
- Communauté de Communes du Territoire de Lunéville à Baccarat

Un Contrat d'Objectifs Territorial ?

Ce contrat constitue un outil de structuration et de renfort de la politique de transition écologique et énergétique des territoires. Il a également pour objectif de permettre aux territoires qui s'engagent d'identifier de nouvelles pistes d'action jusqu'alors non identifiées. Celui-ci vient également répondre aujourd'hui à l'évolution du cadre du PTRTE avec l'intégration des thématiques alimentation-agriculture, de forêt-eau-sol, énergie et économie circulaire.

L'objectif de ce contrat est de :

- Définir une démarche de méthodologie de projet pour mobiliser et rendre dynamique la politique de résilience des territoires ;
- Décloisonner les thématiques, pour accompagner les politiques territoriales de transition écologique (climat, air, énergie, économie circulaire) ;
- Soutenir les territoires volontaires pour formaliser, engager ou renforcer une politique territoriale de transition écologique.

Le Contrat d'Objectifs Territorial se décompose en 2 phases d'élaboration et apporte aux collectivités engagées un outil financier pour chacune des phases :

- Une première phase de diagnostic de la politique de transition écologique et énergétique de chaque EPCI et d'identification d'un programme d'actions complémentaires et plus ambitieux avec une enveloppe financière fixe allouée à la clôture de la phase 1 ;
- Une seconde phase de mise en œuvre du programme d'actions identifié avec une enveloppe financière allouée par palier de réalisation du programme d'actions.

Le PETR et son Contrat d'Objectifs Territorial

Afin de permettre au territoire la réalisation des 2 phases du Contrat d'Objectifs Territorial, l'ADEME et la Région Grand Est ont réservé au PETR du Lunévillois, et à ses 4 intercommunalités, une enveloppe de 350 000€ pour les 4 à 5 années du Contrat d'Objectifs Territorial répartis comme suit :

- En première phase 75 000€ de financement fixe, versé à la clôture de la phase 1. Cette enveloppe est destinée au financement du poste du chargé de mission du COT sur 2 ans ;
- En seconde phase 275 000€ de financement variable, versé par palier en fonction de la progression de la mise en œuvre du programme d'actions retenu par le PETR et ses EPCI. Cette enveloppe est également destinée à financer un poste à temps complet sur les 2 années de réalisation de la seconde phase.

L'enveloppe financière peut également être rapportée par EPCI au prorata du nombre d'habitants.

Il est important de rappeler que, bien que le PETR soit le porteur et coordinateur du COT, l'ADEME et la Région Grand Est mettent l'accent sur l'intérêt de réaliser un programme d'actions par EPCI comprenant à la fois des actions mutualisées à l'échelle du PETR mais également les actions propres en matière de transition écologique et énergétique de chaque EPCI.

Ainsi, la politique identifiée regroupe des projets structurants nouveaux et mutualisés à l'échelle du PETR ainsi que les actions d'ores et déjà menées ou à venir portées par les services du PETR et services propres de la Communauté de Communes de Vezouze en Piémont. Elle groupe donc toute les formes d'engagements, projets et actions menées en faveur de la transition écologique et énergétique pour et par l'EPCI et le PETR.

L'objectif est à la fois d'écrire la feuille de route de la Communauté de Communes de Vezouze en Piémont et d'identifier de nouveaux projets phares et porteurs d'une ambition plus forte en matière de sobriété pouvant être menés de manière mutualisée avec les 3 autres EPCI et le PETR du Lunévillois.

Clôture de la phase 1 et actions mutualisées retenues

Depuis le lancement de l'élaboration du Contrat d'Objectifs Territorial, le PETR et la Communauté de Communes de Vezouze en Piémont ont donc mené un travail conséquent avec chaque service pour identifier l'ensemble des actions et projets menés en matière de transition écologique et énergétique.

Dans un second temps les élus et agents de l'ensemble des territoires du PETR ont identifié de nouveaux projets complémentaires pour renforcer la politique commune de transition écologique et énergétique.

Communauté de Communes de Vezouze en Piémont

Le travail a été mené autour de 6 grands thèmes de transition :

1. Formaliser une politique ambitieuse commune et sensibiliser les collectivités
2. Mobilité durable
3. Développement économique durable
4. Économie et production de l'énergie
5. Environnement et biodiversité
6. Consommation responsable

Le programme d'actions suivant est la traduction opérationnelle d'un travail commun et mutualisé par les 4 EPCI qui composent le PETR. Parmi ces actions retenues, 5 actions structurantes en lien avec le développement économique du territoire, l'environnement et la biodiversité et l'alimentation :

N°	Actions retenues	Porteur	Budget alloué
1	Étudier la possibilité de développer une filière autour du réemploi de matériaux de construction / déconstruction en montant un projet de matériauthèque sur le territoire	PETR	50 000 €
2	Mener une étude d'opportunité de développement de filière autour du gisement bois et paille pour la fabrication de matériaux biosourcés et de bois énergie	PETR, Pays Terres de Lorraines	12 000 €
3	Soutenir le développement d'une filière de maraichage légumes plein champs sur le territoire en s'appuyant sur une étude d'opportunité	CCTLB, PETR	5 000 €
4	Élaborer et mettre en œuvre un Plan Herbe à l'échelle du PETR du Lunévillois ;	PETR Métropole Grand Nancy	65 000 €
5	Créer une cuisine centrale et mettre en lien l'approvisionnement qualitatif local et lutte contre le gaspillage alimentaire	PETR, privé	20 000 €

Les participants aux différents groupes de travail (élus et techniciens des EPCI et du PETR), ont également retenu 3 actions de sensibilisation à mener, en adéquation avec les besoins et manquements des EPCI en matière d'adaptation des pratiques de gestion et entretien des espaces verts communautaires, d'animation sur les sujets de transition énergétique et écologique à destination des élus et agents des EPCI et de sensibilisation de la population en matière de réemploi autour d'un évènement phare.

Le PETR du Pays du Lunévillois a la charge de coordonner les actions mutualisées en s'appuyant sur le recrutement d'un/d'une chargé(e) de mission Contrat d'Objectifs Territorial, qui sera recruté pour 2 ans, au minimum, durée de la phase de mise en œuvre des actions retenues. Cette seconde phase pourra bénéficier d'une durée supplémentaire pour la poursuite des actions identifiées et l'obtention de l'enveloppe totale sur discussion avec les financeurs.

Parallèlement, l'EPCI a identifié ses actions propres faisant partie intégrante du programme d'action du Contrat d'Objectifs Territorial telles que :

Actions retenues	Porteur	Budget alloué
Poursuivre le programme de sensibilisation aux scolaires (élémentaire, collèges et lycées) dans une approche multithématique transition écologique et énergétique	CCVP	

Communauté de Communes de Vezouze en Piémont

Mise en œuvre du Schéma Directeur Cyclable : voie verte Blâmont-Cirey	CCVP	
Sensibiliser les habitants et entreprises, à accepter et se saisir des énergies renouvelables	CCVP	
Mettre en œuvre un ou plusieurs projets d'énergie renouvelable photovoltaïque en autoconsommation individuelle ou collective	CCVP	
Adapter et sécuriser son système agricole face au changement climatique	CCVP	
Encourager l'organisation de Repair Café sur le territoire	CCVP	
Élaborer et mettre en œuvre le Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés de la collectivité	CCVP	

La clôture de cette première phase sera effective à compter de la transmission des documents suivants aux financeurs :

- Document délibérant de validation du travail réalisé en phase 1 et du programme d'actions identifié par l'EPCI ;
- Le programme d'actions de la Communauté de Communes de Vezouze en Piémont, incluant les actions mutualisées à l'échelle PETR et les actions propres de l'EPCI en matière de transition écologique et énergétique ;
- D'un rapport d'avancement retraçant l'ensemble des travaux de la phase 1, rédigé par le PETR du Lunévillois.

Lancement de la phase 2 et mise en œuvre des actions retenues

Après avoir réalisé la première phase de travail du Contrat d'Objectifs Territorial, la Communauté de Communes de Vezouze en Piémont note l'intérêt de la démarche permettant de structurer sa politique de transition écologique et énergétique et souhaite s'engager dans la seconde phase du Contrat d'Objectif Territorial, soit la mise en œuvre du son plan d'action.

Afin d'officialiser le lancement de l'intercommunalité dans la seconde phase du Contrat d'Objectifs Territorial, la Communauté de Communes devra transmettre au PETR du Pays du Lunévillois la présente délibération pour validation auprès des financeurs.

Après délibération, le conseil communautaire décide à l'unanimité d'autoriser le Président à :

- *Valider le programme d'actions retenu par la Communauté de Communes et ses services, annexé à la présente délibération, et à transmettre au PETR du Lunévillois toutes les pièces nécessaires pour la clôture de la phase 1 du COT ;*
- *Engager la poursuite du PETR et de la Communauté de Communes dans la seconde phase du COT et à mettre en œuvre le programme d'actions, annexé à la présente délibération.*

7.2. Projets agrivoltaïques Domjevin et Herbéviller

L'avis de la CCVP est sollicité dans le cadre de l'instruction par les services de l'État de 2 permis de construire relatifs à des projets d'agrivoltaïsme sur les communes de Domjevin et Herbéviller.

Communauté de Communes de Vezouze en Piémont

Philippe ARNOULD déplore la problématique d'une réglementation hétérogène avec des décisions en silo des services de l'État que l'on ne comprend pas. Il donne comme exemple la réponse négative de l'Armée pour le projet éolien de Val-et-Châtillon qui fournit une carte qui englobe toute la CCVP, alors que le sujet a été travaillé par tous les services de l'État. Si un projet est qualifié d'agri-photovoltaïque, il n'est pas comptabilisé au titre du « zéro artificialisation nette ». Pour rappel, sur une décennie, le territoire dispose au maximum de 22 ha dont 16 déjà consommés. Il souhaite un débat général sur l'agrivoltaïsme, et de dire que l'on ne peut pas se prononcer sur ce dossier faute d'éléments suffisamment.

Il ajoute que la délibération que prendra le conseil n'est pas contraignante pour les services de l'État, il pense même que si l'on ne se prononce pas aujourd'hui, le permis de construire sera accordé (et même si on vote contre, ajoute Bernard MULLER).

Gérard COUSTEUR évoque un gros projet sur Emberménil sur 56 ha. Frédéric MAILLIOT demande combien de projets sont à l'étude dont on a connaissance ? Philippe COLIN évoque les communes de Verdenal (35 ha avec communes environnantes), Bertrambois... La question de la jurisprudence créée par la décision du conseil est très importante. Dominique FOINANT demande si tous les projets dans les tuyaux entrent dans les ZAEnR ? Philippe ARNOULD explique que non mais que ça ne change rien. Il rappelle que la procédure de création d'une ZAEnR prévoit une concertation des habitants. Donc l'État se dit que s'il y a une ZAENR, c'est qu'il n'y a pas de problème avec les habitants. Gérard COUSTEUR précise que 22 communes doivent se prononcer dans le cadre du projet d'Emberménil.

Dominique FOINANT estime que le conseil a une décision très importante à prendre. Il ne doit pas la prendre à la légère. Il existe des secteurs en France où des gens ne veulent pas d'agrivoltaïsme. La Confédération paysanne est d'ailleurs contre ce type de projets. Il faut faire attention.

Philippe ARNOULD tempère en disant que la question n'est pas de refuser l'agrivoltaïsme mais de dire dans quelles conditions on l'accepte. Bernard MULLER pense qu'il suffit que l'on respecte notre projet de territoire. Régis CHOMEL observe que c'est seulement une déclaration d'intention. Bernard MULLER ajoute qu'il ne faut pas qu'un seul projet empêche les autres de se développer. Si on a 56 ha avec 5 ou 6 agriculteurs, c'est différent de s'il y a un seul agriculteur. Si une collectivité est impliquée, c'est également différent. Il pense qu'il faut être prudents.

Véronique SAUFFROY explique que lorsqu'une première demande est arrivée il y a 2 ans, la commune s'est sentie interpellée. Chacun a pu s'exprimer en Préfecture. Le projet a évolué à la baisse. La surface a été divisée par 2. Désormais, les panneaux ne représentent que 2 ha. Le projet ne concerne plus des ovins mais des bovins. Le raccordement se fera sur le réseau local et non sur le poste source d'Hériménil. C'est un « petit projet » de 5 ha. Il faut que chacun contribue. Par contre, elle s'affole en entendant parler du projet sur Emberménil.

Nicole MILBACH ajoute qu'un projet concernait aussi Fréménil mais a été refusé par le conseil. Elle déplore que ces parcs soient totalement entourés de grillage. Le grand gibier ne peut plus circuler. Elle s'interroge pour savoir quand on dit « stop » ? Notre paysage et nos villages sont nos atouts. Cela va le défigurer complètement. D'autres possibilités existent (toitures, autoroutes...). Est-ce que dans 20 ou 30 ans, les bovins auront de l'herbe en dessous ?

Jean-Claude BAZIN évoque le problème du raccordement aux postes sources. Il donne l'exemple de Cirey : avec les 5,5 ha de friche équipés de panneaux + les 3 éoliennes en projet à Val-et-Châtillon, le poste sera saturé. Une extension sera nécessaire, ce qui nécessitera 3 à 4 ans (voir jusqu'à 10). Si on multiplie les parcs, il faudra raccorder quelque part, ce qui ralentir toutes ces installations.

Frédéric MAILLIOT estime concevable de développer une production d'énergie verte. Mais il faut savoir comment c'est fait : l'agrivoltaïsme ne nécessite pas d'investissement du propriétaire et de l'exploitant. Les loyers vont de 4 à 6000 € par hectare sans investissement de ces derniers ! On risque par ailleurs de perdre une filière d'élevage car les gens ne s'embêteront plus. Il n'est pas forcément contre mais contre la façon que c'est fait, il veut que l'on prenne du temps. Celui qui gagne le plus, c'est le promoteur et en second le propriétaire/exploitant. Cela va profiter à quelques-uns. Il y a encore suffisamment de toitures. On pourrait subventionner le désamiantage en contrepartie du photovoltaïque sur les toitures.

Damien JACQUOT confirme que tout ce qui a été dit est vrai. Cela pose de vraies questions, ce qui est loin d'être simple. Il souhaite néanmoins ajouter une réflexion complémentaire : le réchauffement climatique est devant nous, et l'enjeu est immense. Il faut faire attention de ne pas passer à côté, le territoire était novateur, il faut le rester. Peut-être qu'il faut limiter la taille des projets. Frédéric MAILLIOT approuve : des projets de 5 MW maximum pourraient a priori être injectés sur le réseau, ce qui pourrait concerner plus d'agriculteurs.

Philippe COLIN pense que des petits projets intéressent moins les opérateurs mais à 5 MW, cela les intéresse encore un peu. Il faudrait que la profession agricole profite plus de la dynamique et pas seulement un agriculteur unique. La Chambre d'Agriculture aurait pu travailler sur le sujet pour qu'il y ait des retombées sur l'ensemble du monde agricole. Mais elle avait imaginé que les collectivités pourraient participer alors que ce ne sont pas elles qui vont toucher le plus ! On pourrait imaginer un système de contribution à la branche agricole.

Communauté de Communes de Vezouze en Piémont

Dominique FOINANT demande si l'on ne pourrait pas définir la surface que l'on souhaite sur la CC ? Bernard MULLER répond que ce n'est pas nous qui donnons les autorisations, juste un avis.

Philippe ARNOULD ajoute que dans le SCOT, il n'y a pas de chiffres sur l'agrivoltaïsme. Sur le photovoltaïque au sol, sur l'ensemble de la Multipole en 2050, 250 ha sont prévus. Philippe COLIN constate que l'on a déjà quasiment 150 ha en projets sur le territoire.

Philippe ARNOULD trouverait intéressant de connaître les arguments de ceux qui sont farouchement pour.

Véronique SAUFFROY demande si l'on pourrait avoir la position du maire d'Emberménil ? Philippe ARNOULD précise qu'il était aussi présent en Préfecture. Il en profite pour féliciter M. ARMBRUSTER pour son élection. Il répète que le problème est que les services donnent leur avis en silo. La Chambre d'Agriculture dit par exemple que le projet à Emberménil est exemplaire. Philippe ARNOULD estime qu'il nous manque des données, c'est pour cela que l'on ne peut pas se prononcer. Bertrand LARGENTIER l'a appelé, et l'a rassuré sur le fait que la Chambre d'Agriculture a prévu le sort de l'exploitation si celle-ci est vendue.

Gérard DOYEN demande s'il est prévu une nouvelle classification des terres ? Car la plus mauvaise des terres peut être celle qui rapporte le plus, même les zones humides peuvent être équipées. Sur la commune de Lagarde, un projet est à l'étude avec 2 km de clôture en pleine zone de migration de cervidés. Des centaines de cervidés passent à cet endroit-là, ils ne pourront plus, cela va poser des problèmes. Bernard MULLER craint l'impact sur les clôtures autour.

Philippe ARNOULD explique qu'il n'y a jamais d'étude sur la qualité agronomique des terres car on continue de les utiliser pour leur fonction agricole.

Gérard DOYEN s'inquiète car le prix des terres agricoles va flamber.

Philippe ARNOULD conclut en disant que l'on ne règlera pas le problème ce soir mais on aura avancé. Il propose sur la base de ce qui a été présenté de ne pas se prononcer. Frédéric MAILLIOT dit que ça lui va. Jean-Paul LARGENTIER ne participe pas au vote.

Le conseil communautaire décide donc à l'unanimité de ne pas se prononcer sur la base du texte suivant :

Le conseil communautaire est appelé à émettre un avis sur deux projets agrivoltaïques complémentaires à Domjevin et à Herbéviller. Cet avis est purement consultatif, la Communauté de Vezouze en Piémont ne disposant pas de la compétence urbanisme.

Toutefois, de par sa compétence obligatoire "aménagement de l'espace", sa participation à l'élaboration du Schéma de cohérence territoriale, le rôle qui lui a été conféré dans l'élaboration des zones d'accélération des énergies renouvelables, la Communauté de communes de Vezouze en Piémont, porte une forte responsabilité dans les choix d'implantation des infrastructures de production d'énergie.

Elle dispose de peu d'outils cohérents pour apprécier les impacts à long terme des projets de production d'énergie renouvelable, avec des réglementations hétérogènes et en constante évolution et des cartographies parfois contradictoires.

Le contexte général de l'agrivoltaïsme

Les principes en ont été définis notamment par la Loi 2021-1104 du 22 août 2021 "portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets", le décret n° 2023-1408 du 29 décembre 2023 et le décret n° 2024-318 du 8 avril 2024 relatif au "développement de l'agrivoltaïsme et aux conditions d'implantation des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers".

De nombreuses questions restent néanmoins en suspens au sujet des grosses installations d'agrivoltaïsme :

- Sur les fonctions agricoles des terres : les techniques présentées pour leur équipement en panneaux photovoltaïques sont récentes et n'ont pas pu faire l'objet d'évaluation sur le long terme. Des interrogations se posent aussi sur la capacité des contrôles de la réalité de l'usage agricole a posteriori.
- Sur la capacité des postes source : les premiers arrivés étant les premiers servis, l'absence d'approche globale risque d'empêcher d'autres projets plus vertueux de se monter ultérieurement.
- Sur le modèle économique : l'importance du montant des loyers proposés interroge sur l'intérêt à terme de la poursuite réelle de l'activité agricole, et la valorisation du foncier sur les capacités de transmission et en particulier sur l'installation de jeunes agriculteurs. Ces opérations ne génèrent pas de retombées économiques sur la profession agricole en général sauf pour les seuls propriétaires et exploitants directement concernés par les projets, ce qui risque de conduire à des tensions à l'intérieur même de la profession.

Communauté de Communes de Vezouze en Piémont

- Sur l'impact paysager : La multiplication des installations peut avoir dans le temps des effets délétères qui ne sont pas forcément perceptibles dans une analyse opération par opération.

Le contexte intercommunal

Pour rappel, la Communauté de communes de Vezouze en Piémont a affirmé ses orientations dans son projet de territoire 2023-2033 (enjeu 5.1 *Faire du territoire un modèle de développement des énergies renouvelables*), adopté par le conseil communautaire le 5 juin 2023 :

"... L'enjeu est de poursuivre le développement des EnR, en veillant à ce que celui-ci se fasse de manière harmonieuse et raisonnée, notamment en étant attentif aux principes suivants :

- poursuivre le développement du photovoltaïque, tout en préservant les terres agricoles (et notamment les prairies). Au-delà de la mobilisation de friches, le développement du photovoltaïque en toiture offre un potentiel intéressant.

- veiller à l'équilibre des différentes fonctions dans l'usage des terres agricoles (élevage/fourrage, cultures, production énergétique – méthanisation -), en évitant une concurrence entre les usages, de manière à permettre le développement des filières et circuits courts bio ou conventionnels, préserver l'élevage, et poursuivre un développement raisonné des EnR (risques de la méthanisation sur l'évolution des pratiques agricoles).

- veiller à ce que la richesse produite par les EnR bénéficie aux habitants..."

Le territoire de la CCVP produit déjà beaucoup plus d'énergie qu'il n'en consomme.

Il a des atouts en termes de paysages et sa tradition de polyculture élevage joue un rôle important dans la fonction "nourricière" de l'agriculture, qui se traduit notamment par la filière lait, l'AOC Munster et les productions commercialisées en circuit court.

Par sa faible densité et ses grands espaces naturels, ses atouts peuvent être vulnérabilisés par le développement anarchique de projets gigantesques.

Il convient donc de trouver la bonne mesure entre les objectifs de production d'énergie verte auxquels il désire participer sans menacer ce qui fait la richesse du territoire et sans accroître la dépendance alimentaire.

Les projets soumis à l'avis

Caractéristiques synthétiques des projets

	DOMJEVIN	HERBEVILLER
Puissance produite	5 MWc	9,6 MWc
Emprise projet	24,5 ha	24,8 ha
Usage	Pâturage et fauche	2 zones pâturage (env. 2/3) 1 zone pâturage et fauche (env 1/3)
Surface panneaux	2,38 ha (11%)	4,37 ha (18%)
Entraxe tables	9 m	9 m et 6 m
Espacement bord à bord	6,616 m	6,616 m et 3,616 m 8,33 m et 5,33 m en position verticale
Point bas/Point haut Inclinaison modulable	1,90/3,88 m	1,90/3,88 m
Raccordement	Réseau public de distribution	Poste Hériménil 19 km

Le principal intéressé sur l'impact paysager étant la commune d'implantation, les communes d'Herbéviller et de Domjevin ont validé cet aspect en définissant les zones d'accélération en concertation avec les habitants et en émettant un avis favorable sur les projets.

Le projet de Domjevin a le mérite de se raccorder au réseau.

Mais la méthode de présentation du projet à la communauté de communes pose problème.

Le dossier de présentation, daté du 15/03/2024, lui a été adressé par Monsieur le Directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle le 7 novembre 2024 avec une demande d'avis à rendre avant deux mois.

Les-dits dossiers font état d'une concertation de la communauté de communes le 16/05/2023 qui s'est en réalité traduite par une présentation très sommaire, suivie d'une présentation en Pôle ENR de la Préfecture le 30/06/2023. Lors de cette dernière réunion, le projet présenté était différent de celui pour lequel le présent avis est demandé en novembre 2024 (il prévoyait notamment une production ovine). La communauté de communes avait explicitement demandé à être associée en amont et pendant l'élaboration du projet. Il avait également été demandé au développeur de travailler sur une proposition de partage de valeur pour les habitants. Or, aucune rencontre n'a été proposée par le maître d'ouvrage depuis juin 2023, ni pour présenter le nouveau projet, ni pour évoquer un mode de financement participatif qui pourrait associer habitants et collectivités ou une tarification de l'électricité privilégiée pour les habitants.

Les dossiers ne citent pas le décret n° 2024-318 du 8 avril 2024 qui a qualifié plus précisément l'agrivoltaïsme, ce qui ne permet pas de juger de leur conformité. Ils font référence à une étude préalable agricole produite par la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle qui n'est pas jointe au dossier, ce qui ne permet pas d'apprécier le maintien de la fonction agricole du projet.

Compte tenu de ces considérations,

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, déclare qu'il n'est pas en capacité d'émettre un avis sur les projets présentés.

7.3. Plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS)

Le Plan Intercommunal de Sauvegarde (PICS) organise la solidarité et la réponse intercommunales au profit de toutes les communes membres face aux situations de crise. Il a pour objectifs l'expertise, l'appui, l'accompagnement ou la coordination réalisés par l'établissement ou par le service commun au profit des communes en matière de planification ou lors des crises (*Art. R. 731-5.-I du Code de la sécurité intérieure*).

La loi n°2021-1520 du 25 novembre 2021 oblige les intercommunalités concernées par un risque naturel à mettre en œuvre un PICS. Ce document a pour vocation de répondre à deux besoins :

- Organiser et formaliser la solidarité intercommunale, notamment par la mise à disposition de moyens au profit de communes sinistrées ;
- Planifier la gestion de crise au sein des services de l'intercommunalité, notamment au regard de ses compétences propres.

Il s'agit d'une boîte à outil opérationnelle qui doit donner aux gestionnaires les clés pour faire face aux crises. Son élaboration demande au minimum :

- La mise en commun des analyses des risques et des recensements des enjeux ;
- Une analyse des risques à l'échelle intercommunale ;
- La définition des modalités d'appui aux communes lors de la gestion de crise ;
- Un inventaire des moyens et ressources disponibles et mobilisables ;
- Une planification des mesures de continuité d'activité.

La CCVP envisage de travailler à l'élaboration d'un PICS en 2025. Il sera nécessaire de constituer un comité de pilotage qui comprendra au minimum :

- Le président de la CCVP
- L' élu communautaire porteur du projet ;
- Un représentant de l'équipe projet (chef de projet communautaire, référents communaux et communautaires) ;
- Des représentants des communes soumises à un plan communal de sauvegarde.

Chaque collectivité étant libre d'adapter cette composition en fonction de ses contraintes propres, il est possible de compléter ce comité avec d'autres élus communautaires intéressés.

Communauté de Communes de Vezouze en Piémont

Après délibération, le conseil communautaire décide à l'unanimité de compléter la composition du comité de pilotage du PICS en y ajoutant un représentant de chacun des bourgs ainsi que les conseillers communautaires qui se sont portés volontaires : Henry BRETON, Dominique FOINANT et Michel MARCEL.

7.4. Projet de restauration du ruisseau de l'Étang d'Albe

Les communes de Amenoncourt, Gondrexon, Chazelles-sur-Albe, Autrepierre, Verdental, Domèvre-sur-Vezouze ont donné un accord favorable de principe pour engager un projet d'étude de restauration du ruisseau de l'Étang d'Albe. Compte tenu de la compétence GEMAPI de la CCVP et du souhait des communes ci-avant citées de réaliser une opération d'entretien du linéaire, une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage des communes à la CCVP est à établir.

Cette convention précise notamment les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée, les responsabilités et engagements des parties prenantes ainsi que les modalités financières et la clé de répartition des coûts du projet. Cette convention sera soumise à la signature de chaque commune avant le démarrage du projet d'étude de maîtrise d'œuvre et fera l'objet d'avenant(s) selon les orientations du projet une fois le montant définitif de travaux arrêté.

Un pré-diagnostic de terrain a permis de cadrer les opérations à mettre en œuvre et d'estimer le montant des travaux de restauration à 260 k€ HT. Sur cette base, un marché public de maîtrise d'œuvre peut être lancé pour déterminer les enjeux naturalistes et préciser les aménagements. Un co-financement de cette étude à hauteur de 80% peut être attribué par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse et la Région Grand-Est.

- Lancement d'une consultation pour l'étude de MOE
- Signature d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec les communes de Amenoncourt, Gondrexon, Chazelles-sur-Albe, Autrepierre, Verdental, Domèvre-sur-Vezouze.

Frédéric MAILLIOT ajoute que ce projet est intéressant car il regroupe plusieurs communes, pour un ruisseau qui a besoin d'être réhabilité.

Après délibération, le conseil communautaire décide à l'unanimité d'autoriser le président à :

- *Lancer une consultation pour recruter un bureau d'études pour la mission de mission d'œuvre.*
- *Signer une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec les communes de Amenoncourt, Gondrexon, Chazelles-sur-Albe, Autrepierre, Verdental, Domèvre-sur-Vezouze.*

7.7. Natura 2000 – Animation 2025

La collectivité est éligible à un taux de subvention maximum de 100% de la part de la Région Grand Est pour l'animation des missions relatives à la gestion du site NATURA 2000 FR4100192 « Forêt et étang de Parroy, fort de Manonviller, Vallée alluviale de la Vezouze ».

Aussi, le plan prévisionnel de financement pour l'animation Natura 2000 pour l'année 2025 est le suivant :

Actions d'animation N2000 2025	Dépenses éligibles	Région Grand Est Taux 100%
Frais de personnel directs	29 856 €	29 856 €
Coûts indirects (15%)	4 478,38 €	4 478,38 €
TOTAL	34 334,38 €	34 334,38 €

Après délibération, le conseil communautaire décide à l'unanimité d'autoriser le président à solliciter une subvention de 34 334,38 € auprès de la Région Grand Est pour l'animation des missions relatives à la gestion du site NATURA 2000 FR4100192 « Forêt et étang de Parroy, fort de Manonviller, Vallée alluviale de la Vezouze ».

7.5. Natura 2000 – Projet de suivi du sonneur à ventre jaune

Le massif forestier de Parroy, intégré au périmètre du site Natura 2000, concentre une des plus importantes populations de Sonneur à ventre jaune (*Bombina variegata*) de Lorraine. Cette espèce « parapluie » (= *espèce dont le domaine vital est assez large pour que sa protection assure celle des autres espèces végétales et animales peuplant le même territoire*) est un amphibien d'intérêt communautaire (Annexe II et IV de la Directive Européenne Habitat-Faune-Flore) protégé sur le plan national, et dont l'enjeu de conservation est jugé prioritaire au titre de la gestion du site Natura 2000.

Dans l'objectif de connaître la tendance de la population ainsi que d'évaluer les mesures de conservation mises en place au bénéfice de l'espèce en lien avec les opérations de gestion menées dans le site Natura 2000 et aux alentours, un suivi pluriannuel de l'espèce apparaît pertinent et nécessaire. L'objectif d'un tel suivi sera de modéliser la dynamique temporelle et spatiale de la population à l'échelle du massif à l'aide de données de comptage répétées dans le temps.

La première année de suivi est estimée à 40 000 € TTC et comprend les inventaires de suivi de l'espèce ainsi que l'analyse et l'interprétation des données antérieures et issues des investigations de terrain. Un taux de financement de 100% peut être apporté par la Région Grand Est dans ce cadre. Une collaboration universitaire, associative et institutionnelle est envisagée dans ce cadre.

Nicole MILBACH s'interroge sur le prix de cette étude ? Il est précisé que c'est une étude compliquée car il ne s'agit pas d'un gros animal, qui nécessite un quadrillage quasi-total de la forêt, des mesures de taille, etc... Actuellement les données disponibles sont seulement partielles. Jean-Louis KIPPEURT demande ce que l'on a à voir avec Parroy ? C'est la CCVP qui porte l'animation Natura 2000 pour tout le territoire du site. Nicole MILBACH se demande si cela n'empêche pas une implantation photovoltaïque à côté ?

Damien JACQUOT se pose la question de l'utilisation de l'étude. Frédéric MAILLIOT rappelle qu'il s'agit d'espèce hautement protégée, l'ONF a aussi besoin de données pour leur gestion, y compris en dehors de ce massif, ce qui peut conduire à des modes d'exploitation différents.

Après délibération, le conseil communautaire décide (1 abstention) d'autoriser le président à :

- **Mettre en œuvre un projet de suivi du sonneur à ventre jaune en Forêt de Parroy pour un montant maximum de 40 000 € TTC.**
- **Solliciter une subvention de 100% du coût du projet soit un montant de 40 000 € auprès de la Région Grand Est.**

7.8. Natura 2000 - PAEC 2025 - Secteur Forêt et Étang de Parroy

Un nouveau Plan Agro-Environnemental et Climatique (PAEC) est envisagé sur les secteurs agricoles de la forêt et de l'étang de Parroy, qui n'ont jamais fait l'objet d'une telle démarche, pour permettre aux exploitants volontaires de souscrire à des Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC) spécifiquement dédiées à la préservation des richesses naturelles du site Natura 2000.

Dans ce cadre, la CCVP fait appel à une expertise agronome pour accompagner les agriculteurs intéressés. L'expertise agronome dédiée à l'accompagnement à la contractualisation des agriculteurs en 2025 est évaluée à 20 000 € TTC. Cette prestation est en partie financée la DRAAF (Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt) dans le cadre de la candidature au PAEC 2025 de la CCVP. Un résiduel à la charge de la collectivité est aujourd'hui estimé à 6 000 €. Une recherche de cofinancements complémentaires est en cours.

Dans un premier temps, il est nécessaire de déposer dès à présent une candidature et une demande de subvention auprès de la DRAAF.

Communauté de Communes de Vezouze en Piémont

Nicole MILBACH demande si l'on est sûr d'obtenir la subvention. Il est précisé que l'on n'engage pas de dépenses tant que l'on n'est pas certain du financement.

Après délibération, le conseil communautaire décide à l'unanimité d'autoriser le président à :

- *Déposer une candidature au PAEC 2025 pour les secteurs agricoles de la forêt et de l'étang de Parroy.*
- *Solliciter une subvention de 70% du coût de l'expertise agronomique auprès de la DRAAF soit un montant de 14 000 €.*

8. CULTURE – RÉSIDENCE D'ARTISTES

En 2025, dans le cadre du CTEAC (Contrat Territorial d'Enseignement Artistique et Culturel), le territoire de la CCVP accueillera 2 résidences d'artistes :

Une résidence de territoire

Nom des artistes / compagnie : Compagnie Logos

Objet de la résidence : Mener un temps de création partagée en direction des publics amateurs avec le spectacle Huellas et la thématique de la transmission, avec des temps de recueil de témoignages, des ateliers d'initiation théâtre et danse et des représentations du spectacle.

Dates : 31 jours de présence dans la période allant du 9 février au 4 mai 2025

Montant alloué : 10 000€ (DRAC) + défraiements CCVP (2 000 € max)

Une résidence petite enfance

Nom des artistes / compagnie : Julien Martinez El Martine, accompagné de Tatiana Besnardeau

Objet de la résidence : La résidence est à destination des enfants de 0 à 3 ans, des parents et des professionnels de la petite enfance (animatrice LAPE, Graine de Maternelle, CMA, assistantes maternelles) et proposera des temps de formation, des micro spectacles et des ateliers et interventions dans les structures petite enfance de la CCVP.

Dates : du 6 janvier au 21 mars 2025 – 10 semaines de présence

Montant alloué : 15 000€ (CD54) + défraiements CCVP (2 000 € max)

Après délibération, le conseil communautaire décide à l'unanimité d'autoriser le Président à :

- *Signer les conventions précisant les modalités de réalisation de ces résidences.*
- *Reverser aux 2 compagnies désignées ci-dessus les montants de 10 000 et 15 000 € versés par la DRAC et le CD54, la CCVP faisant simplement « boîte aux lettres ».*
- *Verser un montant maximum de 2 000 € par compagnie correspondant à leur défraiement.*

9. FINANCES

9.1. Reversement aux communes – Compensation part salaires de la taxe professionnelle

La modification à partir de 2024 du versement de la compensation de la part salaires aux communes a introduit un changement important dans la gestion des finances locales. Auparavant, ce versement était directement effectué par l'État aux communes. Désormais, ce sont les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) qui reçoivent cette compensation. Les EPCI ont l'obligation légale de la redistribuer ensuite aux communes membres.

Le montant total à reverser par la CCVP à ses communes membres est de 32 352 €.

Après délibération, le conseil communautaire décide à l'unanimité d'autoriser le président à reverser aux communes concernées les montant de 32 352 € correspondant à la compensation de la part salaires selon le tableau en annexe de la présente délibération.

9.2. Décisions modificatives

Budget principal

Afin de pouvoir effectuer le reversement de la compensation de la part salaires aux communes (voir délibération précédente), une décision modificative est nécessaire. La décision modificative suivante est donc proposée :

Recettes : article 741126 : + 33 000 €.

Dépenses : article 7498 : + 33 000 €

Budget ordures ménagères

Il est nécessaire de prévoir des crédits supplémentaires au niveau des amortissements :

	Fonctionnement	Investissement
Recettes	Chap. 042 – Article 777 : + 3 000 €	Chap. 040 – Article 28138 : + 1 000 €
Dépenses	Chap. 042 – Article 6811 : + 1 000 €	Chap. 040 – Article 13918 : + 3 000 €

Après délibération, le conseil communautaire décide à l'unanimité d'approuver les décisions modificatives proposées.

10. RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2023

Depuis la loi de modernisation de la fonction publique de 2007, les collectivités territoriales sont tenues de rédiger un bilan social annuel. Ce document, le rapport social unique, a pour objectif de faire le point sur les conditions de travail, les rémunérations, la formation, l'égalité professionnelle, et d'autres aspects liés à la gestion des ressources humaines. Le rapport social unique permet ainsi de mesurer la performance de la collectivité en matière de gestion des agents publics et de transparence. Il doit être présenté en conseil municipal ou communautaire, afin de garantir la participation des élus à l'évaluation de la gestion des ressources humaines et des politiques publiques.

Le rapport social unique 2023 de la CCVP est présenté. Ce rapport n'est pas soumis à délibération.

11. QUESTIONS DIVERSES

Véronique SAUFFROY demande si l'on a des nouvelles des panneaux d'entrée de village ? Aucune nouvelle information n'est arrivée depuis la Conférence des Maires.

Régis Chomel rappelle que les mairies ont reçu dans leurs mails un courrier les informant du renouvellement d'une opération testée l'an dernier : l'ouverture des églises pour permettre la découverte des différentes crèches dans les villages. La proposition est d'ouvrir les crèches de 14h à 17h, selon la volonté des équipes qui s'en occupent dans les villages.